



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Mardi 17 mai 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Finances: le SIGB permettra de renforcer l'efficacité de la gestion

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé, lundi à Alger, que la nouvelle comptabilité du Système intégré de gestion budgétaire (SIGB) permettra de renforcer l'efficacité de la gestion au niveau des institutions de l'Etat.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Gestion budgétaire: Le système intégré permettra de gérer efficacement les deniers publics

Le système intégré de gestion du budget (SIGB) offrira à l'Algérie les moyens de gérer efficacement et avec transparence les deniers publics, a affirmé lundi à Alger le directeur générale du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.

### Finances : Le SIGB pour renforcer l'efficacité de la gestion

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé, ce lundi à Alger, que la nouvelle comptabilité du Système intégré de gestion budgétaire (SIGB) permettra de renforcer l'efficacité de la gestion au niveau des institutions de l'Etat.



### Système intégré de gestion budgétaire : Suivi transparent des deniers publics

S'exprimant lors d'une journée d'étude portant «SIGB, outil d'accompagnement de la réforme budgétaire et comptable», le premier argentier du pays explique qu'à travers ledit système, «on aura une meilleure idée sur les biens et la situation financière de l'Etat». Outre la comptabilité générale, le SIGB concerne également la comptabilité analytique des coûts, doté de données des comptabilités budgétaires et générales, qui auront «graduellement un rôle dans la mesure de la performance des programmes et opérations en mettant en lumière leurs coûts».



### Installation de la commission nationale chargée de la révision des subventions publiques : Vers des apports orientés

La commission nationale chargée de la révision des subventions publiques sur instruction du chef de l'Etat «sera installée demain», a affirmé à Alger Abdelaziz Faïd, directeur général du Budget, en marge de la journée d'études sur le système intégré de gestion budgétaire et comptable. Une commission, dit-il, qui «consacrera le passage réel des subventions généralisées vers des subventions orientées aux véritables bénéficiaires, et ce, avec l'association de l'ensemble des parties prenantes».



## **LE SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE (SIGB) EN DÉBAT**

«Toute numérisation participe à plus de transparence». Le système SIGB est en phase d'expérimentation depuis hier au CIC à Alger, à travers cinq ministères pilotes : le ministère des Finances, de l'Enseignement supérieur, de l'Hydraulique, des Travaux publics et de l'Education nationale, et s'étalera jusqu'à la fin de l'année.

Le Système intégré de gestion budgétaire et comptable (SIGB) fait l'objet de trois journées d'étude, entamées hier au Centre international des conférences à Alger. Co-organisé par le ministère des Finances et l'Union européenne, le nouveau système, en vogue dans plusieurs pays européens et occidentaux, a été présenté par les différents intervenants comme un gage de «transparence et d'efficacité» dans la gestion du budget de l'Etat.

Mieux encore, le nouveau SIGB, financé par l'UE via son assistance technique pour la mise en œuvre du programme EU-Refin Algérie, est vu comme un moyen efficace de lutte contre la corruption, qui a gangrené le pays. «Toute numérisation participe à la transparence et à la lutte contre la corruption. Si nous gagnons la bataille de la numérisation, nous gagnerons la bataille contre la corruption.

La numérisation des administrations publiques a un lien direct avec la lutte contre la corruption», dira Laaziz Faïd, directeur général du budget au ministère des Finances, pour qui, le SIGB est «un élément nécessaire, certes insuffisant, mais il fait partie des paramètres importants». Il cite, dans le même ordre d'idées, le texte sur les marchés publics qui va intervenir dans les prochains jours et qui va apporter, selon lui, «beaucoup de nouveautés concernant le mode de passation des marchés publics, le retrait des cahiers des charges et la soumission qui se fera désormais via le portail électronique». «Même la numérisation de cette partie va impacter positivement la lutte contre la corruption. En plus des autres dispositifs liés à plus de souplesse et traçabilité», a souligné le même responsable. Le SIGB est donc en phase d'expérimentation depuis hier, à travers cinq ministères pilotes : le ministère des Finances, de l'Enseignement supérieur, de l'Hydraulique, des Travaux publics et de l'Education nationale, et s'étalera jusqu'à la fin de l'année, selon M. Faïd.

L'opération sera généralisée ensuite à l'ensemble des ministères, wilayas et autres administrations publiques. «Cette décision vient en application de la loi sur la constitution financière du pays, la loi organique 18/15 relative à la loi de finances et qui vise à améliorer la gouvernance des finances publiques du pays et leur modernisation.» Et cela ne représente, selon lui, «qu'une étape, avec d'autres et qui s'imbriquent harmonieusement pour améliorer la gouvernance des finances publiques».

## **AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES**

Pour sa part, Emmanuelle Guiheneuf, cheffe des opérations de coopération de la délégation de l'Union européenne en Algérie, a estimé que ce système va constituer l'une des pierres angulaires de gestion et de modernisation des finances publiques en Algérie.

«L'Union européenne a été très heureuse de fournir et de continuer à fournir une assistance experte dans ce domaine», a-t-elle indiqué. Pour elle, le SIGB consiste à fournir essentiellement les outils sur le volet exécution du budget, des éléments principaux de la LOLF (la loi organique relative aux lois de finances est un texte juridique qui fixe le cadre des lois de finances en France), à savoir la budgétisation par programme, la budgétisation en multi-annuelle mais aussi une budgétisation basée sur une comptabilité qu'on doit constater.

«Ce qui est recherché, a-t-elle souligné, est à la fois la transparence budgétaire, l'efficacité au sens où la budgétisation par programme a principalement pour objet de donner les moyens de mettre en œuvre et d'atteindre des objectifs précis décrits dans le budget annuel.» A la question de savoir si le SIGB contribue-t-il à lutter contre la corruption, Mme Guiheneuf ne voit, pour sa part, «aucun lien» entre le mode de budgétisation et la corruption qui sévit dans certains pays. «Si vous programmez par objectifs, effectivement vous pouvez voir si l'argent affecté a été bien utilisé.

Ceci étant, je vous invite à vous reporter à la LOLF pour voir que l'ensemble des éléments, y compris la transparence budgétaire, sont repris dans ses différents articles. Il n'y a pas de lien direct entre le mode de gestion budgétaire et une absence ou présence de corruption», a-t-elle expliquée. Enfin, et dans une courte allocution, Abdelkrim Bouzred, DG du Trésor et gestion comptable des opérations financières de l'Etat, a estimé que le SIGB intéresse le Trésor et le secteur de la comptabilité par certains aspects. Selon lui, l'exécution financière du budget se termine chez les comptables publics.

«L'exécution budgétaire va s'automatiser avec le système et deviendra plus transparente, facile à vérifier et permettra aussi les consolidations rapides et significatives», ce qui permet d'«avoir des états financiers dans des délais courts, pour ne pas dire instantanés», souligne le même responsable, qui déclare que le nouveau système de comptabilité de l'Etat permettra en effet d'avoir une meilleure gestion des finances publiques en matière de trésorerie.

Enfin, «le système va assurer un certain suivi d'un point de vue économique, dans le sens où le ministère des Finances va disposer de l'ensemble des informations fiables et assez rapidement pour pouvoir faire les analyses économiques et tirer les conclusions dans le but de préparer les années à venir», a tenu à souligner le DG du Trésor, pour qui, «tout changement nécessite la mobilisation de tous à tous les niveaux».



## **RÉVISION DU SYSTÈME DES SUBVENTIONS : Installation demain de la commission chargée du projet**

La Commission nationale chargée de la révision des subventions publiques devrait être installée demain. L'annonce a été faite par Soufiane Djilali, président du parti Jil Jadid, à l'issue de son entrevue avec le chef de l'Etat, **puis confirmée hier par Laaziz Faïd, directeur général du Budget.**

Cette commission, recommandée par le président Tebboune, regroupera des chefs de parti et des représentants de l'Assemblée populaire nationale (APN), du Conseil de la nation, des syndicats, etc., qui émettront, selon le chef de l'Etat, leurs avis sur cette question de manière organisée. **Cette commission, explique M. Faïd, se chargera plus précisément de l'étude des modalités de subventions et tâchera de mettre en place des subventions ciblées destinées aux franges fragiles.**

En somme, cet outil, assure-t-il, consacrera le passage de subventions généralisées vers des subventions orientées aux véritables bénéficiaires, et ce, avec l'association de l'ensemble des parties prenantes. Annonçant, il y a quelques mois, la «levée, d'ici la fin de l'année, des subventions sur certains produits dans le cadre d'un mécanisme national», M. Tebboune a promis que le gouvernement ne prendra aucune décision de manière unilatérale.

Il a souligné que les dépenses budgétaires feront l'objet d'une «révision structurelle», affirmant que «les subventions au profit des classes vulnérables et moyennes étaient irréversibles, en ce sens qu'elles représentent l'un des principes de l'Algérie indépendante, consacré dans la Déclaration du 1er Novembre». A rappeler que la loi de finances 2022 comprend un article portant révision de la politique de subventions publiques à travers un mécanisme national. **La réforme du système des subventions est l'un des plus grands défis socioéconomiques de l'Algérie, soutenu techniquement par la Banque mondiale (BM).**

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a précisé que **les subventions des produits coûtent au Trésor public plus de 17 milliards de dollars chaque année**. Il a confirmé que les familles financièrement aisées sont actuellement les plus grandes bénéficiaires du système de soutien. Et d'ajouter que le gouvernement veut que l'aide soit plus efficace et aille aux familles nécessiteuses, et qu'il allait étudier comment transférer l'aide globale vers une aide en espèces destinée aux familles.

#### «RÉFORME GLOBALE»

En dépit des assurances des pouvoirs publics, les Algériens sont réticents et la classe politique n'a pas caché son inquiétude et son rejet de ce projet de révision des subventions. Techniquement, comment cette révision va-t-elle se faire ? L'Algérie dispose-t-elle d'un livret social unifié, qui identifiera les catégories sociales les plus défavorisées ? Les pouvoirs publics ont-ils élaboré un fichier national des revenus ?

Qu'en est-il du chantier de l'informel ? D'aucuns estiment qu'en l'absence de ces éléments, il est difficile de mettre sur pied le ciblage des subventions et ce projet risque de connaître un échec, comme ce fut le cas en Egypte. Les partis politiques de l'opposition ont affiché leur inquiétude quant à l'installation de cette commission.

Le FFS a estimé qu'il «n'est pas judicieux ni urgent de recourir à une révision anarchique du système de soutien des produits et services de large consommation», plaidant pour «l'élaboration consensuelle d'un nouveau modèle économique et surtout d'aller vers une réforme globale et nouvelle du système salarial, la révision du salaire de base national, l'augmentation du point indiciaire et non du nombre indiciaire, **la révision de l'Impôt sur le revenu (IRG), afin de toucher l'ensemble des catégories sociales**». Pour sa part, le Parti des travailleurs (PT) est persuadé que la suppression du système des subventions et des transferts sociaux «remettra en cause» des acquis fondamentaux de l'indépendance, à savoir le droit à l'instruction, à la santé, au logement, au travail et le soutien de l'Etat aux produits de base.

## ENVOIS DE FONDS DE LA DIASPORA : L'Algérie 7e dans la région MENA

La Banque mondiale s'attend à une baisse du niveau des transferts d'argent de la diaspora pour la région au cours de l'année 2022, de 7,6% en 2021 à 6% en 2022, notamment à cause du durcissement des conditions financières dans les pays d'accueil des migrants.

La nouvelle note d'information de la Banque mondiale, consacrée aux envois de fonds des migrants vers leurs communautés d'origine en 2021, relève une hausse de 7,6% pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui a enregistré un total de 61 milliards de dollars envoyés. L'Algérie est classée 7e dans la région en termes de réception de fonds transférés de l'étranger, avec un total de 1,8 milliard de dollars envoyés. Ce niveau est en très faible hausse par rapport à celui enregistré en 2020 et qui était de 1,682 milliard de dollars (1,78 md de dollars en 2019). Le résultat enregistré par l'Algérie marque une certaine stabilité au cours des années et demeure tout de même faible compte tenu du nombre important de ressortissants algériens vivant à l'étranger.

Les pays de la région qui ont enregistré les meilleures rentrées financières transférées par leurs communautés à l'étranger, sont l'Egypte, le Maroc et le Liban, avec respectivement des envois de fonds de l'ordre de 31,5 milliards de dollars (en hausse de 6,4%), 10,4 mds de dollars (+40%) et 6,6 mds de dollars. Ces pays sont suivis de la Jordanie, avec 3,6 mds de dollars, la bande de Ghaza, 3,5 mds de dollars, et la Tunisie avec 2,2 mds de dollars.

L'institution financière internationale explique la hausse du niveau des transferts d'argent dans ces pays par un retour à la croissance économique dans les principaux pays d'accueil de l'Union européenne, comme la France et l'Espagne. «Des pays, comme l'Egypte et ceux du Mashreq, ont vu certains avantages en fournissant des travailleurs hautement qualifiés aux pays du CCG. Ces derniers, à l'instar des exportateurs de pétrole de la région, comme l'Algérie, l'Iran et l'Irak, ont bénéficié à leur tour de la hausse des cours du pétrole sur les marchés internationaux, stimulant l'activité économique», souligne la note de la BM. L'incertitude engendrée par la guerre en Ukraine a fortement boosté les transferts des migrants afin de soutenir leurs familles dans leurs pays d'origine, et qui font face à une situation économique compliquée et à un niveau d'inflation important, comme c'est le cas au Liban.

«L'inflation devrait être à son plus haut dans les régions en développement directement impactées par la crise en Ukraine. Bien que composé d'un groupe diversifié de nets exportateurs de pétrole, comme l'Algérie, l'Iran, l'Irak, l'Egypte, tous les pays de la région sont de nets importateurs de produits alimentaires (la nourriture représente 40% du budget des ménages). Des prix plus élevés des aliments de base entraîneront une lourde pression sur les populations pauvres et vulnérables.

L’Egypte, le Liban, la Tunisie et le Maroc sont particulièrement touchés», indique la même note, prédisant des troubles sociaux dans de nombreux pays à cause de l’inflation. La BM s’attend, en outre, à une baisse du niveau des transferts d’argent de la diaspora pour la région au cours de l’année 2022, 7,6% en 2021 à 6% en 2022, notamment à cause du durcissement des conditions financières dans les pays d’accueil des migrants.

Notons que sur le plan mondial, le volume des transferts de fonds provenant des migrants vers leurs pays d’origine marquera, par contre, une hausse de 4,2% en 2022, avec un montant s’élevant à 630 mds de dollars, expliquent les prévisions de la BM.



## COMMENTAIRE : Le «dialogue» avec qui et pourquoi ?

Ce qui est qualifié de «dialogue politique» se résume, au stade actuel, à une rencontre entre le chef de l’Etat et des leaders de parti et des personnalités diverses. Ceux-ci disent avoir soumis leurs analyses au président de la République, qui n’a pas livré la sienne. On en sait un peu plus depuis hier avec l’annonce d’une «rencontre inclusive avec les partis politiques». Echaudée par les échecs du passé, l’opinion publique, quant à elle, n’a manifesté aucun intérêt particulier à ce «dialogue», et la présence de politiciens qu’elle a rejetés, voire combattus, n’était pas de nature à lui faire changer d’avis.

C’est un fait, les Algériens ont politiquement bien évolué, ils savent qui est qui et qui fait quoi, et ils décryptent aisément les gestes et les propos aussi bien des dirigeants que des hommes politiques. Ils ont tiré les leçons du théâtre des incessantes luttes passées et les beaux discours ne font plus recette, même reproduits à large échelle par le système médiatique. Seuls les résultats du terrain politique sont pris en compte. De toutes les personnalités qui se sont déplacées, jusque-là, au palais d’El Mouradia, seul Abdelaziz Rahabi a suscité de l’intérêt, apprécié pour son militantisme passé et lors du hirak. Il a d’ailleurs tenu à délivrer le message attendu de lui : le pouvoir doit revoir sa copie, se réformer et écouter ce que lui disent les citoyens. Ce sont des personnalités de ce genre que les Algériens voudraient voir revenir sur la scène politique, en masse et en force. Ils sont nombreux, malheureusement, soit en retrait volontaire, soit écartés délibérément, quand ils ne sont pas carrément soumis à des poursuites policières ou judiciaires.

Il faut souligner que ce qu’a révélé avant tout le hirak, c’est le nombre impressionnant de jeunes Algériens très politisés, porteurs de nouvelles idées, prêts à s’engager dans l’arène de la politique pour veiller aux intérêts vitaux de leur pays. Le cours dramatique des événements ne leur a pas donné la possibilité d’émerger, beaucoup d’entre eux ont payé cher leur enthousiasme et leur engagement. C’est un grand fiasco pour l’Algérie, une tragique perte de substance dont on ne sait si le président de la République en a été conscient au moment où il a décidé d’engager son «dialogue». Les jours à venir le diront. Si les contacts ont été laborieux, voire peu productifs jusque-là, il y a l’espoir que le processus engagé rebondisse d’une manière qualitative, car il n’y a pas d’autre solution pour faire face à la grave crise actuelle.

La politique ne peut plus fonctionner comme elle le fait, il y va même de la crédibilité des autorités, voire de la survie à terme du régime tout entier.

Et bien entendu du devenir du pays, confronté à d'hallucinantes difficultés : la population se paupérise à vue d'œil sous l'effet de l'inflation interne et externe, une économie encore dominée par la logique rentière, un marché de l'emploi dérisoire pour une population qui croît d'un million d'individus par an, etc. ; ajouté à cela les plans déstabilisateurs de puissances voisines et des groupes terroristes frontaliers. Ces difficultés ne peuvent être résolues que si la société est ressoudée et unie autour d'institutions crédibles et fortes.

Il n'est plus possible que l'opposition ait au-dessus d'elle, telle une épée de Damoclès, un article du code pénal spécialement conçu pour limiter ses activités et la réprimer selon les appréciations d'un juge ou d'un ordre venu de plus haut que lui. Enfin, la sérénité ne peut s'installer dans le pays si des centaines de militants du hirak sont encore en prison ou attendent un hypothétique jugement et si la liberté de la presse se rétrécit de jour en jour comme une peau de chagrin.

Il va s'en dire que tout dialogue est une vertu en politique, encore faut-il qu'il soit sincère, sans exclusive et fasse partie d'une feuille de route beaucoup plus large et plus ambitieuse, qui est la sortie de crise pour entrer dans le temps de la démocratie.



### **M. Laaziz Faïd, DG du Budget : «La commission nationale chargée de la révision des subventions publiques installée ce mercredi»**

La Commission nationale chargée de la révision des subventions publiques sera installée ce mercredi, a M. Laaziz Faïd, Directeur général du Budget, en marge de la Journée d'études sur le Système intégré de gestion budgétaire et comptable, tenue au Centre international des conférences Abdelatif Rehal. Cet outil, souligne notre vis-à-vis, consacre le passage de subventions généralisées vers des subventions orientées aux véritables bénéficiaires, et ce, avec l'association de l'ensemble des parties prenantes. Notons que le Chef de l'Etat qui a recommandé cette commission avait précisé qu'elle regroupe des représentants de l'Assemblée populaire nationale (APN), du Conseil de la nation, des syndicats, des partis politiques ainsi que toutes les forces vives du pays qui émettront leurs avis sur cette question de manière organisée».

Annonçant la «levée, d'ici la fin de l'année, des subventions sur certains produits dans le cadre d'un mécanisme national», le Chef de l'Etat a assuré que le Gouvernement ne prendra aucune décision de manière unilatérale. «Les subventions au profit des classes vulnérables et moyennes étaient irréversibles, en ce sens qu'elles représentent l'un des principes de l'Algérie indépendante, consacré dans la déclaration du 1er novembre.

Il s'agit seulement d'orienter les subventions au profit des véritables bénéficiaires», expliquait le Chef de l'Etat. Rappelons, dans ce registre, que la Loi de Finances 2022 comprend un article portant révision de la politique de subventions publiques à travers un mécanisme national. Aussi, il y a lieu de préciser que le Chef de l'Etat et le Premier ministre ont affirmé, à maintes reprises, que l'Etat ne renonce pas à son rôle social.



### [Devise Algérie : l'ouverture de bureaux de change revient sur la table de façon officielle](#)

Le dossier relatif à la création des bureaux de change a été officiellement discuté. Dzair Daily vous en dit davantage, sur ce point majeur, dans la suite de cet article du lundi 16 mai 2022.



### [Finance: Ouverture officielle du dossier d'agrément des bureaux de change](#)

Algerie: Les membres de la Commission des Affaires Economiques, du Commerce et de la Planification de l'Assemblée Populaire Nationale ont officiellement ouvert le dossier d'agrément des bureaux de change en Algérie à travers tous les Etats du pays, notamment frontaliers, pour neutraliser les marchés parallèles de vente de devises fortes, conduits par les « places » de la capitale, qui échangent d'énormes sommes d'argent.



### [Le niveau des réserves de change révélé par le Président depuis la Turquie : «Ils dépassent 42 milliards de dollars»](#)

Contrairement à certains scénarios pessimistes, l'Algérie n'a pas recouru à l'endettement extérieur. La situation financière du pays s'améliore d'une façon positive, a affirmé le président de la République devant la diaspora algérienne en Turquie. Cette nette progression sur le chemin du progrès a permis «d'éviter le recours à l'endettement extérieur auprès du Fonds monétaire international(FMI)», s'est-il félicité. Contrairement à certains scénarios pessimistes, l'Algérie n'a pas recouru à l'endettement extérieur.

## Obligation économique ?

Retour aux importations des machines d'occasion. C'est le ministère de l'Industrie qui en a fait l'annonce ce dimanche à travers un communiqué, invitant les opérateurs désirant bénéficier du régime d'importation des chaînes de production rénovées et/ou du régime d'exemption de droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée, les composants et matières premières, importés ou acquis localement par les sous-traitants, dans le cadre de leurs activités, à se rapprocher, à compter du dimanche 22 mai, de ses services (siège du ministère), et ce, dans les matinées du dimanche et mardi. Pour quelle raison le gouvernement en est-il venu à donner pareille autorisation, alors qu'on ne finit pas de donner des tours de vis aux importations en général ? L'obligation économique est derrière ce lest.



## النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيسمح بتعزيز فعالية التسيير

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية, اليوم الاثنين بالجزائر, أن المحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى المعلومة على مستوى مؤسسات الدولة. وفي كلمة ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز فايد, أوضح الوزير أن "النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيتمكن من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد من شأنها إظهار التدفقات المالية بوضوح, وبذلك يسمح بالتأكد من مطابقة العمليات المنجزة للرخص التي منحها البرلمان."



## تسيير الميزانية: النظام المدمج يمكن بتسيير فعال للاموال العمومية (المدير العام للميزانية)

أكد المدير العام للميزانية بوزارة المالية, عبد العزيز فايد, اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة, ان النظام المدمج لتسيير الميزانية, سيزود الجزائر بوسائل تسيير فعال و شفاف للاموال العمومية. و اوضح السيد فايد في كلمة القاها بمناسبة اليوم الدراسي حول النظام المدمج لتسيير الميزانية, ان هذا النظام المعلوماتي الجاري اعداده, سيغطي الاحتياجات في مجال تسيير الميزانية للوزارات و فروعها "في وضع البرامج" وتلك الخاصة بالتسيير المحاسبي للنفقات و الموارد.

## راوية.. النظام المدمج للميزانية سيسمح بتعزيز فعالية التسيير

قال وزير المالية عبد الرحمان راوية، اليوم الاثنين بالجزائر، إن المحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى المعلومة على مستوى مؤسسات الدولة. وفي كلمة ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز فايد أوضح الوزير في كلمة ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز فايد، أن النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيمكن من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد من شأنها إظهار التدفقات المالية بوضوح، وبذلك يسمح بالتأكد من مطابقة العمليات المنجزة للرخص التي منحها البرلمان.



## راوية يؤكد أن النظام المدمج للميزانية سيسمح بتعزيز فعالية التسيير

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، اليوم الاثنين بالجزائر، أن المحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى المعلومة على مستوى مؤسسات الدولة.



## **راوية: النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيمكن من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد: أكد أن النظام سيسمح بتعزيز فعالية التسيير**

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، أن المحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى المعلومة على مستوى مؤسسات الدولة. وفي كلمة ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز فايد، أوضح الوزير أن “النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيمكن من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد من شأنها إظهار التدفقات المالية بوضوح، وبذلك يسمح بالتأكد من مطابقة العمليات المنجزة للرخص التي منحها البرلمان.” وبحسب ما جاء في وأج، يشمل النظام محاسبة عامة ستسمح بعكس “صورة أمينة عن الممتلكات والوضعية المالية للدولة”، حسب السيد راوية الذي أكد ضرورة أن “تمنح هذه المحاسبة الأولوية للقواعد المطبقة على الشركات ولا تتميز عنها إلا من حيث خصوصيات نشاط الدولة”، بالإضافة إلى تحليل التكاليف، حيث يتم تزويدها بالمعلومات من المحاسبين الميزانياتية والعامة، والتي سيكون لها تدريجيا دور في قياس أداء البرامج والعمليات من خلال تسليط الضوء على تكاليفها، يضيف الوزير.

وأشار راوية إلى أن إصلاح حوكمة الميزانية يفرض ترشيد الوسائل، التحكم في وتيرة ومستوى الإنفاق، الاستعمال الأمثل للموارد المتاحة والتسيير الحسن للمشاريع، مما سيسمح ببلوغ فعالية ونجاعة الأموال العمومية، والحرص على نوعية الجهد المبذول. "بالإضافة إلى هذا، لفت الوزير إلى أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يكرس مبدأ التسيير المعتمد على النتائج، ويغير قواعد وكيفيات التسيير الميزانياتي والمحاسبي للدولة "تغييرا عميقا"، وأن "هذا القانون الذي يعد دستورا ماليا حقيقيا لدولتنا، أدرج تحديثات عظمى، تضاهي أهم الممارسات والمعايير الدولية."

كما سلط راوية الضوء بشكل خاص على اعتماد ميزانية حسب البرامج متعددة السنوات، والتي ستمكن من "بروز فاعلين جدد بمسؤولية أكبر"، ويمكن قياس مستوى بلوغ الأهداف المسطرة في هذه البرامج من خلال باستعمال مؤشرات الأداء حيث تخصص لها وسائل ميزانياتية، يتم التصويت عليها.

وعلاوة عن ذلك، يهدف الإصلاح الميزانياتي إلى "أكثر شفافية، فعالية ونجاعة، بغية تبرير استعمال كل دينار، وأن إعداد الميزانية بنمط البرامج قد بدأت حديثا، حيث تم إرسال مذكرة التوجيه المتعلقة بتحضير ميزانية الدولة، ومن خلال هذه المذكرة، تنطلق الأشغال المتعلقة بإعداد مشروع قانون المالية لسنة 2023 والذي سيعرض في الخريف المقبل على المجلس الشعبي الوطني للدراسة وللصادقة.



### قروض موسمية للفلاحين لتمويل نشاطهم

كشف رئيس الغرفة الوطنية للفلاحة محمد يزيد حمبلي، عن تقديم مقترح لإنشاء بنك خاص لصغار الفلاحين يمنح قروضا موسمية للراغبين في تمويل نشاطهم الفلاحي.



### الرئيس تبون يكشف عن احتياطات الصرف

كشف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، عن تحسن مستوى احتياطات الصرف الخارجي التي فاقت 42 مليار دولار خلال هذه السنة وتسجيل فائض تجاري بلغ 1.5 مليار دولار خلال سنة 2021.



## المديرية العامة للضرائب تنشر مرجع أسعار العقار المتعلقة بسنتي 2021-2022

وضعت المديرية العامة للضرائب تحت تصرف الأشخاص الطبيعيين والمعنويين الذين يقومون بمعاملات عقارية للأمولاك المبنية و / أو غير المبنية مرجع أسعار العقار المتعلقة بفترة السنتين 2021-2022. والمدرج حسب الولاية والبلديات والمناطق وطبيعة الأملاك (مباني فردية، جماعية وشبه جماعية، محلات وأراضي.. إلخ عبر الرابط التالي :

<https://www.mfdgi.gov.dz/ar/referentiels-ar>

## RÉFORME BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

# Un nouveau système dès janvier prochain

*Une meilleure gestion des finances publiques, plus de suivi et de transparence. C'est ce que promet le système intégré de gestion budgétaire et comptable. Il sera expérimenté au niveau de cinq ministères avant sa généralisation. Il constitue, aux dires du ministre des Finances, un des outils nécessaires à la mise en place de la réforme au même titre que le code des marchés publics dont une copie est déjà au niveau du secrétariat général du gouvernement.*

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Petite révolution dans la gestion des dépenses publiques avec l'introduction du système intégré de gestion budgétaire et comptable (SIGB), un programme mis en place avec la collaboration de l'Union européenne. Il permettra de disposer d'un outil informatisé pour exécuter et comptabiliser le budget.

Dans sa phase expérimentale, le système sera testé au niveau de cinq ministères, à savoir ceux des Finances, des Travaux publics, de l'Éducation nationale,

de l'Enseignement supérieur et de l'Agriculture. Ce mécanisme a fait hier l'objet d'une journée d'études au cours de laquelle le directeur général du budget a lu une allocution du ministre des Finances au cours de laquelle ce dernier a mis l'accent sur le renforcement des efforts pour une meilleure gouvernance des dépenses publiques notamment à travers la numérisation, qui, dit-il, est primordiale.

Abderrahmane Racouya a évoqué la réforme du système financier qui est en cours et qui



Photo : DR

amorce « le dernier virage ». Une réforme devant asseoir les bases d'une gestion transparente grâce notamment au cadre législatif permettant de mieux maîtriser la dépense publique dont la loi sur les marchés, celle relative à la comptabilité publique qui constituent un pan important de la réforme pour la mise en place

d'un nouveau système de comptabilité.

Le système intégré de gestion budgétaire et comptable répond, dit-il, à cet impératif. Le comité chargé de superviser sa mise en œuvre a été installé en avril 2021 et devra terminer son travail en mars 2023. Des réunions d'appui et d'accompagnement ont déjà

été organisées avec l'ensemble des comités budgétaires, permettant la proposition des actions à entreprendre et des sous-actions pour chaque ministère et institution publique.

Le projet est à sa phase expérimentale avec le lancement d'un vaste programme de formation dont l'objectif porte sur la formation de 400 formateurs devant assurer, à terme, la formation à grande échelle de plus de 6 000 agents.

Une fois validé, ce système permettra de rationaliser les processus budgétaires en appliquant les principes de la saisie unique par l'initiateur de l'opération, accélérer le traitement des actions liées à la dépense, et assurer la concordance des données des ordonnateurs, des comptables et des contrôleurs. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023, il devra être opérationnel.

N. I.

**CORRUPTION**

# Les hommes d'affaires sommés de restituer l'argent volé

*Les procédures engagées par l'Algérie pour parvenir à récupérer les biens et l'argent issus de la corruption passent visiblement à un autre stade. Selon les dernières informations que nous avons pu obtenir, les hommes d'affaires détenus ont reçu un ultimatum pour s'acquitter des amendes qui leur ont été infligées à l'issue de leur procès.*

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Le retour à l'État de l'argent généré par les activités auxquelles se livraient ces ex-oligarques est en effet considéré comme étant un processus naturel du moment qu'ils ont été jugés pour obtention de privilèges indus. Des procès, parfois spectaculaires, ont démontré l'ampleur des sommes acquises à travers l'utilisation de procédés illégaux.

Au cours des procès qui se sont déroulés, les tribunaux ont révélé les montants astronomiques accumulés par les concernés en étant, par exemple, financés dans leurs projets sans que les travaux se réalisent ou s'éternisent de façon à obtenir des avenants, des compléments financiers, tout aussi importants.

Ces hommes d'affaires ont également pu bénéficier de prêts faramineux, parfois auprès de plusieurs banques à la fois, pour pouvoir multiplier et diversifier des projets qui n'ont parfois même pas vu le jour.

Le Pôle spécialisé du tribunal de Sidi-M'hamed les

considère responsables (avec les ministres qui ont octroyé des avantages indus) des grosses pertes subies par le Trésor public.

Les magistrats, les représentants du ministère public en particulier, ont également longuement insisté sur le caractère inédit des procès qui se déroulaient et de l'opération anti-corruption en cours. Selon eux, toutes les preuves accumulées par les enquêteurs et la justice attestent de leur culpabilité, une raison pour laquelle ils ont été condamnés à des peines, souvent lourdes, de prison mais aussi à des amendes élevées.

Il a été également ordonné la saisie de tous les biens acquis avec l'argent de la corruption. Leurs comptes ont été bloqués et la récupération de ces biens bat actuellement son plein. La procédure ne se limite cependant plus là. L'Algérie veut aussi que l'argent réclamé à ces hommes d'affaires soit payé. Ces derniers ont d'ailleurs été très récemment destinataires de courrier, émanant de la jus-



Photo : DR

tice, les sommant de procéder au versement des amendes auxquelles ils ont été condamnés.

Selon les informations en notre disposition, tous les hommes d'affaires définitivement condamnés ont été invités à signer un document dans lequel ils s'engagent à payer l'argent qui leur est réclamé dans une période n'excédant pas les dix ou quinze jours. Tous ont approuvé et se sont engagés en signant les documents qui leur ont été présentés et s'engagent donc à s'acquitter de leurs dettes. Celles-ci sont évaluées à plusieurs milliards de DA et diffèrent d'un homme d'affaires à l'autre. À titre d'exemple, il faut savoir que la somme d'argent que doit payer Mahieddine Tahkout s'élève

à près de 309 milliards de DA, celle des Kouninef à 275 milliards de DA, Mourad Eulmi à 225 milliards de DA et Mohamed Baïri à près de 1,5 milliard de DA.

Bien qu'aucune information pouvant attester de la mise en application des paiements convenus ne soit disponible à ce stade, il semblerait toutefois que l'opération soit en voie de réalisation. Toutes les sommes récupérées seront versées dans une caisse (un fonds) spécialement mise en place dans le cadre de la récupération de l'argent de la corruption.

Aucune source crédible n'a été, par ailleurs, en mesure d'expliquer si l'injonction de la justice (pour le paiement) était accompagnée d'une autre clause.

**A. C.**

## GESTION BUDGÉTAIRE

# Le système intégré permettra de gérer efficacement les deniers publics

*Le système Intégré de gestion du budget (SIGB) offrira à l'Algérie les moyens de gérer efficacement et avec transparence les deniers publics, a affirmé hier lundi à Alger le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.*



**D**ans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée d'études sur le SIGB, M. Faïd a souligné que ce système informatisé en cours de mise en œuvre couvre les besoins de la gestion budgétaire des ministères et leurs démembrements «en mode programmes» et ceux de la gestion comptable en dépenses et en recettes. Il permettra entre autres, a-t-il expliqué, de digitaliser et de rationaliser les processus budgétaires en accélérant le traitement des actions liées à la dépense. Il permettra aussi d'effectuer un contrôle «plus rigoureux» des budgets en simplifiant le travail des ordonnateurs, des contrôleurs financiers, des comptables ainsi que des gestionnaires métiers.

Le DG du Budget au sein du ministère a rappelé que ce projet, dont le Comité chargé de superviser sa mise en œuvre a été installé en avril 2021, est financé avec l'appui de la délégation de l'Union européenne et confié au consortium DAI-Human Dynamics. Il concerne, a-t-il dit, à terme, toutes les administrations, en visant, dans un premier temps, une expérimentation avec cinq

ministères pilotes et leurs services déconcentrés dans deux Wilayas.

Concernant son aspect opérationnel, le SIGB a été découpé en trois paliers fonctionnels, développe M. Faïd. Le premier palier concerne la chaîne de la dépense, «auquel se grefferont des interfaces avec des domaines comme les dépenses de paie ou des pensions des Moudjahidines».

Le deuxième palier concerne des compléments à la chaîne de la dépense et à l'exécution budgétaire, avec notamment la gestion des crédits. Il concernera aussi la comptabilité générale ainsi que les recettes avec l'interfaçage des systèmes des recettes fiscales (impôts), douanières et domaniales. Ce palier concerne également l'interface avec le système intergouvernemental de budgétisation «SIGBUD» qui permettra de préparer le budget en mode LOLF (Loi organique des Lois de Finances, Ndlr), selon le DG du Budget.

Le troisième palier concerne le pilotage, les restitutions et le suivi des objectifs budgétaires, en plus de la comptabilité d'analyse des coûts.

Pour sa part, le directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, Abdelkrim Bouzred, a noté que le SIGB permettra d'effectuer des consolidations des états financiers «rapides et significatifs». En matière de comptabilité, ce système intégré permettra d'obtenir les états financiers dans des délais courts «voire de manière instantanée», prévoit M. Bouzred, ajoutant que cela offrira à l'Etat la possibilité d'avoir une configuration financière en matière de comptabilité à l'image de l'entreprise.

De plus, a-t-il souligné, le SIGB a pour objectif d'obtenir «une meilleure gestion des finances publiques en matière de trésorerie, en évitant les aléas liés à l'exécution financière du budget».

«En outre, ce système va assurer un certain suivi d'un point de vue économique, dans le sens où le ministère des Finances va disposer d'un ensemble d'informations fiables et rapides pour pouvoir réaliser ses analyses et tirer ses conclusions économiques», a conclu M. Bouzred.

M. B.

وزير المالية، عبد الرحمان راوية؛

## النظام المدمج للميزانية سيسمح بتعزيز فعالية التسيير

هذه البرامج من خلال استعمال مؤشرات الأداء حيث تخصص لها وسائل ميزانية يتم التصويت عليها. يقول الوزير. علاوة عن ذلك، يهدف الإصلاح الميزانياتي إلى أكثر شفافية، فعالية ونجاعة بغية تبرير استعمال كل دينار حسب السيد راوية. كما ذكر الوزير بأن إعداد الميزانية بنمط البرامج قد بدأت حديثا، حيث تم إرسال مذكرة التوجيه المتعلقة بتحضير ميزانية الدولة. ومن خلال هذه المذكرة تنطلق الأشغال المتعلقة بإعداد مشروع قانون المالية لسنة 2023 والذي سيعرض في الخريف المقبل على المجلس الشعبي الوطني للدراسة والمصادقة. يضيف الوزير. ■

ونجاعة الأموال العمومية. مع الحرص على نوعية الجهد المبذول. إضافة إلى هذا، لفت إلى أن القانون العضوي التعلق بقوانين المالية يكرس مبدأ التسيير المعتمد على النتائج. كما يغير قواعد وكيفية التسيير الميزانياتي والإحصائي للدولة "تغييرا عميقا". وأضاف أن هذا القانون الذي يعد دستورا ماليا حقيقيا لدولتنا أدرج تحديثات عظيمة تضافي أهم الممارسات والمعايير الدولية. ومن بين هذه التحديثات، سلط الوزير الضوء بشكل خاص على اعتماد ميزانية حسب البرامج متعددة السنوات والتي تتمكن من بروز فاعلين جدد بمسؤولية أكبر. ويمكن قياس مستوى بلوغ الأهداف المسطرة في

حسب السيد راوية الذي أكد ضرورة أن تمنح هذه الحاسبة الأولوية للقواعد الطبقية على الشركات ولا تتميز عنها إلا من حيث خصوصيات نشاط الدولة. ويشمل النظام أيضا محاسبة تحليل التكاليف. يتم تزويدها بالمعلومات من الحاسبتين الميزانية العامة والتي سيكون لها تدريجيا دور في قياس أداء البرامج والعمليات من خلال تسليط الضوء على تكاليفها. يضيف الوزير. كما أشار السيد راوية إلى أن إصلاح حوكمة الميزانية يفرض ترشيد الوسائل. التحكم في وتيرة ومستوى الانفاق. الاستعمال الأمثل للموارد المتاحة والتسيير الحسن للمشاريع مما سيسمح ببلوغ فعالية

■ أكد وزير المالية، عبد الرحمان راوية، أمس بالجزائر، أن الحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى العلوية على مستوى مؤسسات الدولة. وفي كلمة ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز فايد، أوضح الوزير أن "النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيسمح من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد من شأنها إظهار التدفقات المالية بوضوح، وبذلك يسمح بالتأكد من مطابقة العمليات المنجزة للرخص التي منحها البرلمان". كما يشمل النظام محاسبة عامة ستسمح بعكس صورة هائلة عن الممتلكات والوضعية المالية للدولة.

## يسمح بمطابقة العمليات بالرخص التي يمنحها البرلمان .. راوية؛ نظام المدمج للتسيير الميزانياتي ضمن فعالية التسيير

تضاهي أهم الممارسات والمعايير الدولية من بين هذه التحديثات، سلط الوزير الضوء بشكل خاص على اعتماد ميزانية حسب البرامج متعددة السنوات والتي تمكن من بروز فاعلين جدد بمسؤولية أكبر. كما يمكن قياس مستوى بلوغ الأهداف المسطرة في هذه البرامج باستعمال مؤشرات الأداء، حيث تخصص لها وسائل ميزانياتية يتم التصويت عليها. ويهدف الإصلاح الميزانياتي أيضا، إلى ضمان شفافية وفعالية ونجاعة بغية تبرير استعمال كل دينار، حسب السيد راوية، الذي ذكر بأن إعداد الميزانية بنمط البرامج بدأ حديثا، مشيرا إلى أنه تم إرسال مذكرة التوجيه المتعلقة بتحضير ميزانية الدولة، من خلالها تنطلق الأشغال المتعلقة بإعداد مشروع قانون المالية لسنة 2023 والذي يعرض في الخريف المقبل على المجلس الشعبي الوطني للدراسة والمصادقة.

حيث خصوصيات نشاط الدولة. ويشمل النظام أيضا محاسبة تحليل التكاليف، يتم تزويدها بالمعلومات من المحاسبتين الميزانياتية والعامه، التي سيكون لها تدريجيا دور في قياس أداء البرامج والعمليات من خلال تسليط الضوء على تكاليفها، يضيف الوزير. في المقابل، أكد السيد راوية أن إصلاح حوكمة الميزانية يفرض ترشيد الوسائل، التحكم في وتيرة ومستوى الإنفاق، الاستعمال الأمثل للموارد المتاحة والتسيير الحسن للمشاريع، بما يسمح ببلوغ فعالية ونجاعة الأموال العمومية، مع الحرص على نوعية الجهد المبذول. ولفت بالمناسبة إلى أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يكرس مبدأ التسيير المعتمد على النتائج، كما يغير قواعد وكيفيات التسيير الميزانياتي والمحاسبي للدولة تغييرا عميقا، مضيفا بأن هذا القانون الذي يعد دستوراً ماليا حقيقيا، أدرج تحديثات عظمى،

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، أن المحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى المعلومة على مستوى مؤسسات الدولة.

ق. وأوضح الوزير في كلمة ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز فايد، أن النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيمكن من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد من شأنها إظهار التدفقات المالية بوضوح، وبذلك يسمح بالتأكد من مطابقة العمليات المنجزة للرخص التي منحها البرلمان.

كما يشمل ذات النظام، حسب الوزير، محاسبة عامة تسمح بعكس صورة أمينة عن الممتلكات والوضعية المالية للدولة، مؤكدة في هذا الإطار، ضرورة أن تمنح هذه المحاسبة الأولوية للقواعد المطبقة على الشركات ولا تتميز عنها إلا من



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡: Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉️ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎️ Poste: 2784



[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger